

● (1620)

Non pas que je veuille jeter la pierre à qui que ce soit! Tout le monde sait que nous vivons une période extrêmement difficile au plan des marchés mondiaux pour le minerai de fer, mais nous avons besoin d'argent du gouvernement pour sortir les gens de façon honorable de ces milieux isolés.

Il serait très facile pour moi, monsieur le Président, de commencer à condamner les gestionnaires privés des entreprises minières de ma région. Il est très facile de faire énormément de démagogie en tentant de jeter le blâme sur les administrateurs des compagnies. Cependant, en tant que député responsable, je préfère essayer de trouver des formules pour aider les gens à se sortir à court terme du marasme économique dans lequel ils sont plongés bien malgré eux, plutôt que de faire des procès d'intention sur la gestion des diverses compagnies minières de ma région. Mais, monsieur le Président, qu'est-ce qu'on me répond? Chaque fois que je demande des fonds supplémentaires pour aider les citoyens, soit par des mesures de mobilité additionnelle, soit par des mesures de compensation hypothécaire pour les maisons dévaluées et même souvent perdues en termes de valeur réelle, qu'est-ce qu'on demande, qu'est-ce que les fonctionnaires me répondent, et qu'est-ce que les ministres souvent me répondent? On a un problème financier, on n'a pas assez d'argent! C'est le devoir du député de Manicouagan de faire toutes les pressions nécessaires auprès des ministres en cause pour trouver des fonds, quitte même à les mettre sur le compte du déficit, pour aider les gens à sortir du marasme. Mais de l'autre côté, il est très facile de dire que l'argent est dilapidé. Et cela, je pense que le chef de l'Opposition, monsieur le Président, le sait très bien, puisque nous avons travaillé ensemble à trouver des formules pour aider les travailleurs, et que le gouvernement a une responsabilité morale envers les gens qui sont mal pris dans ces régions-là. Ce que je n'aime pas souvent dans les discours des gens de l'Opposition officielle, c'est de toujours dire à peu près ceci: Tout ce qui est déficitaire doit aller au gouvernement et tout ce qui est au niveau des profits doit aller à l'entreprise. Monsieur le Président, c'est inacceptable! Il est drôle que lorsqu'on rencontre des chefs d'entreprises, on a toujours tendance à demander de l'aide au gouvernement quand cela va mal, comme des subventions de toutes sortes; mais dès que cela va bien: trop de taxes, trop d'impôts! Monsieur le Président, il faut être réaliste, il faut surtout être responsable envers les gens qui composent la société canadienne. Le rôle du gouvernement consiste à s'assurer que la libre entreprise puisse fonctionner à l'intérieur d'un marché libre, suivant l'offre et la demande; mais le gouvernement a aussi une responsabilité envers la répartition de la richesse, envers les divers citoyens du pays, et le rôle de l'État, ce n'est pas de prendre la place de l'entreprise privée, c'est de créer une atmosphère propice au commerce, aux affaires. C'est cela le rôle du gouvernement: créer des conditions économiques favorables pour engendrer la richesse et après, dans un second temps, s'assurer de la distribution de cette richesse auprès de tous les citoyens. Et le Budget du ministre des Finances répond exactement à ces attentes, monsieur le Président. Il s'agit de vivre tous les jours avec les citoyens pour s'apercevoir des besoins réels de l'individu. Les personnes âgées, monsieur le Président, qui, elles aussi, ont eu à vivre les effets néfastes de la crise économique ont besoin du soutien de l'État; et les montants d'argent que nous accordons par le biais de l'ensemble des pensions, des indexations de toutes sortes, ne sont pas des

Le budget—M. Maltais

montants d'argent qui sont trop élevés quand on pense à la somme de labeur que ces gens-là ont investie au cours des années en bâtissant le pays.

Monsieur le Président, il est vrai qu'il est important, voire primordial, de s'occuper des jeunes, de créer des emplois pour les jeunes. Mais il est aussi très important, monsieur le Président, de nous assurer du bien-être de nos aînés qui nous ont permis d'avoir le niveau de vie auquel nous sommes aujourd'hui. Il est normal d'avoir non seulement une pensée spéciale pour ces gens-là, mais aussi de poser des actions précises pour cette catégorie de citoyens.

Monsieur le Président, il n'y a qu'à rencontrer des gens dans des résidences pour personnes âgées pour savoir l'importance que peut représenter dix, 15 ou 25 dollars par semaine, pour pouvoir joindre les deux bouts quand on considère à quel point les prix ont augmenté en l'espace de trois ou cinq ans.

Monsieur le Président, je pense que ce n'est pas faire œuvre de compassion que d'ajuster les montants d'argent au profit des personnes âgées, mais c'est faire preuve simplement de responsabilité sociale et aussi de répartition équitable envers cette catégorie de gens.

Monsieur le Président, dans des régions aussi éloignées que la mienne, j'aurais besoin d'aéroports supplémentaires. J'essaie depuis cinq ans d'amener seulement la télévision anglaise dans un petit village comme Tékaska, et on me répond chaque fois presque par de l'indifférence, sous prétexte qu'il n'y a pas 500 personnes dans le petit village... C'est que les règlements du C.R.T.C. ne permettent pas de câbler ces gens-là, de sorte que dans un village typiquement anglophone, les gens ne reçoivent que la télévision francophone. C'est de l'injustice! Oui, c'est une injustice.

Je pense, monsieur le Président, que j'aurai encore à faire des pressions auprès du ministre des Communications pour changer ce règlement du ministère des Communications ou du C.R.T.C. afin de doter ce petit village de Tékaska de la télévision anglophone.

Monsieur le Président, de Sept-Îles à Blanc-Sablon, vous avez une quinzaine de petites communautés qui ne demandent qu'à se développer, et de plus en plus les jeunes retournent dans leur communauté d'origine pour reprendre en main l'administration et l'économie de ces lieux-là. Je pense que, en toute justice, nous nous devons de les appuyer dans leurs démarches afin qu'ils soient les pivots économiques de la Moyenne et de la basse Côte-Nord. Et ce ne sont pas seulement des mots, monsieur le Président. Depuis quatre ans ou cinq ans que je suis député, nous avons eu au-delà de 30 millions de dollars dans cette région qui actuellement ne produit peut-être pas tout ce qu'elle est en mesure de produire. Mais d'ici quelques années ce sera une région-ressource pour le Québec et pour le Canada, j'en suis convaincu. Et c'est pour cela que j'ai accepté le déficit canadien; c'est pour aider directement ces gens-là. Même chose dans le Nord, dans les villes nordiques, monsieur le Président. Un avenir fabuleux!

Si nous avons été plus conséquents dans le passé, en faisant de la vraie recherche, en faisant de la transformation, si les compagnies minières avec les gouvernements et les universités s'étaient mis ensemble, nous aurions pu faire beaucoup.